



Derrière nous la crise ? On se moque de nous !

La crise est derrière nous, la reprise est là, le chômage régresse clament les gouvernements, le nôtre en particulier. Les faits démentent ces mensonges récurrents, on assène de nouveaux coups aux travailleurs, tandis que les profits capitalistes des grands groupes explosent à nouveau sur fond de licenciements massifs, de restructurations et de spéculation. Le Parti Socialiste et ses alliés racontent qu'ils vont changer cela en 2012. En 2012 c'est le capital qui restera au pouvoir en France, ceci quel que soit le Président élu, comme il l'est en Grèce, en Irlande, au Portugal et dans beaucoup d'autres pays du Monde, où il inflige aux peuples des politiques d'austérité d'une violence extrême. En Grèce, après des débats compliqués au niveau de l'Union Européenne et du FMI, et sous des conditions drastiques en terme de politique salariale, de privatisations, de liquidation des services publics et de licenciements massifs, des prêts ont été attribué à ce pays. Ces prêts sont une pâture nouvelle pour les marchés financiers, ils contribuent à enfoncer plus profondément ce pays dans la crise. Ainsi les économies grecque, comme celle du Portugal, de l'Espagne, de l'Irlande... sont exsangues, dévastées par un Euro au service des grands groupes capitalistes allemands et français. Aujourd'hui la situation a empiré et la perspective d'une insolvabilité de l'État grec qui précipiterait une crise majeure de l'Euro inquiète les cercles dirigeants européens. Les exigences des prêteurs de l'Europe et du FMI ont monté d'un cran. Ils exigent plus de privatisations et encore plus d'austérité pour le peuple avec une réduction drastique des salaires, en particulier dans la fonction publique.

Le débat est ardu car le peuple Grec sous la conduite du parti communiste se bat avec vigueur contre la politique du socialiste Papandréou. Cette réalité hante les débats des forces capitalistes économiques et politiques en Europe, comme il hante les forces réformistes syndicales et politiques de collaboration de classe. Cette résistance des peuples prend de l'ampleur. En Islande, les citoyens ont refusé par référendum de payer le renflouement des banques, en particulier anglaises, qui ont précipité le pays dans la crise. En Irlande, des mouvements sociaux se développent, comme au Portugal et dans des pays de l'Est européen, eux aussi ravagés par la crise. En Espagne des formes originales de résistance se développent, comme le montre les manifestations d'une jeunesse sacrifiée sur l'autel du capitalisme. L'émergence de ces luttes pose le problème de leur débouché politique. Les forces réformistes de la gauche en Europe ne proposent pas autre chose, au delà des mots, qu'une gestion au service du capital. Il n'y a rien à attendre de ce côté-là et l'expérience le prouve abondamment. Les partis politiques de droite et de gauche font tour à tour le « sale boulot » comme le socialiste Socrates au Portugal, dissolvant le Parlement après avoir obtenu de ce dernier le vote d'une super austérité pour les travailleurs portugais. La seule issue possible est celle de la contestation radicale du système capitaliste.